

politique africaine

Appel à contribution

Cameroun : l'État stationnaire

Dossier coordonné par
Fred Eboko & Patrick Awondo

En 1986, *Politique africaine* consacrait un dossier au « réveil du Cameroun » et analysait les conséquences de la crise politique de 1984 résultant d'une tentative de coup d'État contre Paul Biya qui était alors un jeune président (Bayart, 1986). Une décennie plus tard, en 1996, la même revue réfléchissait aux effets de la « démocratisation » qui avait plongé le Cameroun dans un « entre-deux » (Sindjoun et Courade, 1996). Le dossier mettait au jour les « cicatrices » et les lignes de fractures d'un pays aux milles tensions et dont une partie de la mémoire coloniale « en errance » (Mbembé, 1996) à travers la question anglophone, hantait le présent.

Depuis, la « démobilisation » des courants d'opposition politiques des années 1990 (Pomerolle, 2008 ; Eboussi, 1997), ou le « renouvellement sans renouveau » des élites politiques (Eboko, 1999) au sein d'une « transition qui n'a pas eu lieu » (Mehler, 1997), ainsi qu'une corruption endémique (Abéga, 2007) ont installé le pays dans une situation d'hibernation. Alors que les indicateurs d'implosion sont souvent au rouge, et que les observateurs annoncent l'éclatement du Cameroun depuis les années 1990 (voir International Crisis Group, 2010a ; 2010b ; 2014 ; 2015), le régime de Paul Biya a réussi à survivre par des processus d'adaptations successives. Qu'il soit caractérisé comme « sous-développé » (Médard, 1977) ou « néo-patrimonial » (Médard, 1979), « autoritaire » (Mbembé, 2001), « post autoritaire » (Pomerolle, 2008), « sorcier », (Geschiere, 1995), ou simplement « absent » (Pigeaud, 2011), le pouvoir politique a déjoué tous les pronostics depuis trois décennies. La résilience au forceps et à la ruse de ce régime semble conforter l'hypothèse gramscienne reprise par Bayart de la continuité du « bloc hégémonique » (Bayart, 1989), dont l'apparente vulnérabilité tranche avec une espérance de vie qui a fait dire récemment au président Biya « ne dure pas au pouvoir qui veut mais qui peut ». Cet « État ailleurs » nécessite aussi une analyse de sa « périphérie » qui relativise la puissance du centre directeur de Yaoundé (Sindjoun, 2002) en proposant des approches énonçant la complexité politique du « local », entre déséquilibre généralisé du territoire, revendications régionales localisées et contrôle politique des « révolutions passives » (Bayart, 1989).

Si ce pays d'Afrique centrale fut l'un des plus étudiés en sciences sociales africanistes entre les années 1970 et 1990, sa relative stabilité politique, ainsi que la permanence de son agonie et du caractère anomique de la vie sociale et économique ont bridé un renouveau de la pensée politique, sociale et économique au cours de la dernière décennie. Epousant les contours d'un pays linguistiquement tiraillé entre le français et l'anglais, les chercheurs sur le Cameroun ont

du mal à dialoguer¹. Il s'agira de dépasser ce clivage « francophone/ anglophone » dans ce dossier afin d'associer autour d'un même échange les deux tendances de la production intellectuelle et scientifique.

Cette tâche est rendue urgente par une double actualité. Le retour sur la scène publique nationale et internationale de la question anglophone en 2016 d'un côté et, de l'autre, l'émergence d'un front de terreur porté par la secte Boko Haram, déstabilisant une partie des régions nord du pays depuis 2014. A ce double enjeu s'ajoute l'échéance que constitue une élection présidentielle en 2018 qui pourrait être la dernière de l'actuel président au cas où celui-ci se représentait. Paradoxalement, un regard attentif à la situation camerounaise révèle que le pouvoir d'Etoudi, plutôt que de décliner, en sort renforcé. D'une part, il bénéficie du dispositif antiterroriste autorisant le régime d'exception et renforçant le contrôle social et, d'autre part, la gouvernance d'un territoire qui se divise par l'« exclusion ethnopolitique » (Roessler, 2016 ; Bayart, Bayart, Geschiere et Nyanmjoh, 2001) est rendue plus aisée. Il en résulte qu'en dépit des revendications relayées au niveau international d'une partie de la minorité politique anglophone, le pouvoir central de Yaoundé semble avoir gagné en popularité auprès de l'opinion orientale car il a su se revêtir des oripeaux d'ultime rempart contre la double menace que représenteraient les « terroristes » de Boko Haram et les opposants désignés par le président lui-même comme des « apprentis sorciers » voulant diviser le Cameroun. Cet argumentaire se déploie sur le terreau de la théorie de la conspiration et du complot qui essaime au-delà du bon sens en donnant du Cameroun l'image d'un pays qui s'invente, à tort ou à raison, des ennemis à défaut de surmonter le paysage domestique d'une liberté sous caution et d'un coma social sans fin. Comment peut-on penser ces moments de crise et que nous disent-ils de l'état du Cameroun ? Comment ces brèches ouvertes dans le temps lent du Cameroun peuvent-elles permettre de repenser ce pays dans ses dynamiques ?

Le présent dossier propose d'apporter des éléments d'intelligibilité du Cameroun contemporain à partir d'éclairages variés afin d'analyser la tension apparente entre un État que nous qualifierons de « stationnaire » et les mutations de l'exercice du pouvoir que cache un immobilisme de façade. Il s'agira ainsi d'interroger la façon dont la conjoncture historique contemporaine imprégnée de la question sécuritaire s'articule aux technologies de gouvernement local par la peur et « l'inquiétude » (Bigo, 2005). Comment sous les apparences de la lutte anti-terroriste ou de la croisade contre la corruption, s'opère la neutralisation des initiatives visant à refonder le débat sur les questions sociales et la démocratie ?

Deux moments sont en effet importants dans ce que le discours de la rue qualifie de « rupture dans la continuité » de l'exercice du pouvoir au Cameroun. Il y a d'abord la « lutte anti-corruption » commencée en 2004, alors que le Cameroun visait l'atteinte du point d'achèvement du FMI et de la Banque Mondiale pour l'éligibilité à l'« Initiative pays pauvres et très endettés » (PPTE). Les institutions de Bretton Woods étaient loin de se douter de l'opportunité offerte au régime de Yaoundé. La croisade alors engagée par le régime de Paul

¹ Par exemple, il existe dans la recherche anglophone au Cameroun une abondante production sur les enjeux identitaires et de représentativité politique, mais aussi sur les enjeux économiques qui est peu prise en compte par les chercheurs francophones locaux et vice versa. La bibliographie sur la crise anglophone du point des chercheurs anglophones compilée par Francis Nyanmjoh est à ce sujet instructive. Voir le lien : <http://www.ascleiden.nl/news/reading-list-anglophone-crisis-and-internet-shutdown-cameroon>

Biya s'est traduite par l'arrestation d'une partie des hauts dignitaires du parti dominant, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), dont certains avaient occupé les plus hautes responsabilités. Du Premier ministre au ministre des finances en passant par celui de la santé, le secrétariat général à la présidence de la république ou encore la direction générale de la compagnie nationale aérienne, « L'opération épervier » a frappé des têtes de premier plan. Affublée du label d'un rapace familier, cette opération d'envergure est elle-même devenue une modalité de la gouvernance locale par la menace et le chantage à l'arrestation. Cette initiative a ainsi permis au système d'intensifier le contrôle qu'il exerce sur l'ensemble des forces sociales du pays. Si les noms des personnalités publiques dites « épervierables » rejoignent d'autres actualités en Une des journaux de listes (Awondo, 2012), la corruption demeure paradoxalement un problème de fond dans l'ensemble de la société, reconnu comme tel par les sommets de l'État.

Par ailleurs les attaques de la secte Boko Haram, déclinées par le pouvoir sous le vocable de la « menace terroriste », ont permis de relancer la machine sécuritaire et la prohibition des mobilisations. Le code pénal adopté en 2016 semble ainsi un instrument politique taillé pour répondre à Boko Haram tout en limitant davantage les manifestations et autres rassemblements publics. Il devient désormais difficile voire dangereux de poser des questions sociales sans être soupçonné de porter atteinte à l'ordre public ou d'exercer une activité « terroriste ».

Nous faisons pourtant l'hypothèse que sous sa situation d'*état stationnaire*, des dynamiques nouvelles travaillent le contexte camerounais. C'est précisément en étudiant ces dynamiques que ce dossier se propose de saisir l'élan de changement actuel dans ce pays dans lequel il est publiquement énoncé qu'« on ne change pas ce par quoi le changement est arrivé ». Quels sont éléments qui permettent de comprendre les mécanismes par lesquels le chef de l'État maintient le contrôle des élites et assure sa longévité ? Quelles sont articulations entre les échéances économiques adossées sur l'extraversion et la ventilation du personnel politique au plan national ? Sur quel ethos repose le maintien de l'ordre politique dans un contexte social de plus en plus fragilisé ? Quels sont les rapports entre la « menace terroriste » et d'autres dynamiques relatives aux débats intergénérationnels, au rôle des diasporas, par exemple, vis-à-vis desquelles la méfiance est forte ? Pour répondre à ces questions, les contributions s'articuleront autour des trois axes suivant :

1. « Nouvelles crises » et État de droit au Cameroun

Dans le contexte actuel, la « question anglophone » et la « menace terroriste » apparaissent comme des points d'entrée originaux et éclairant pour tenir ensemble deux dimensions de la situation camerounaise : les activités visant à protéger l'État de droit, d'une part ; et, de l'autre, le déploiement des techniques et méthodes, parfois par-delà ou en dépit de l'ordre constitutionnel, visant à contrer les acteurs d'une crise de nature à entraîner l'implosion de la société. De façon concrète, on peut imaginer que l'adoption d'un nouveau code pénal et d'un nouveau code de procédure pénale en 2016, par exemple, prétendaient servir le premier élément. Le redéploiement d'un arsenal juridique et sécuritaire, l'aggiornamento des techniques et méthodes visant à assurer l'emprise du pouvoir sur la totalité de la société participent du deuxième élément.

Il s'agit alors d'envisager les derniers événements politiques et sociaux au Cameroun, non comme un moment de rupture, mais comme une entrée de *re-problématisation*, durant laquelle l'exercice de la puissance publique est mis à l'épreuve des valeurs de l'État de droit et des principes démocratiques. En explorant la thématique de l'État de droit au Cameroun, le dossier entend souligner combien cette question s'est transformée dans sa formulation suivant des événements et moments critiques internes (tensions autour de la réforme du code pénal, liberté de presse etc.) ou externes (attaques et incursions de Boko Haram aux frontières du Cameroun).

Il convient d'explorer de nouveau les détours par lesquels les débats autour de la construction démocratique passent et se réinventent. Les « nouvelles crises » seraient ainsi un *analyseur* des rapports de pouvoirs (Foucault, 2013) pouvant permettre de révéler sous un jour nouveau ce qui semble enseveli dans les routines camerounaises de la « légitime défense » (Linhardt et Moreau de Bellaing, 2005).

2. De la question politique à la question sociale : la nécessaire inversion heuristique

Qu'est-ce qui empêche de poser les questions sociales du moment au Cameroun d'une façon sereine ? Pourquoi les réformes des secteurs aussi importants que l'éducation et l'enseignement supérieur, le logement ou la santé ont-elles tant de mal à être formulées dans l'espace public ? En quoi la surpolitisation de la vie publique camerounaise a-t-elle affecté la mise en œuvre des politiques sociales post ajustement ? Aborder la question camerounaise sous cet angle permet d'effectuer un renversement heuristique nécessaire au renouvellement de la connaissance sur ce pays. Au cours des dernières décennies, l'essentiel de la discussion intellectuelle s'est concentré sur la question politique avec notamment la figure annonciatrice du président Biya ou du système qu'il incarne. En suivant ce courant de lecture majeur, les analystes de tous bords ont fait le jeu de la surpolitisation des enjeux sociaux au Cameroun. La question politique (débats identitaires et ethniques, enjeu de gouvernance, élections, État de droit et justice, etc.) a pris le pas sur la question sociale et sur celle des inégalités économiques et régionales. Evidemment un lien ténu relie les deux pôles mais la surpolitisation des enjeux économiques doit être mise en parallèle avec les évolutions macroéconomiques qui confrontent le pays à l'économie-monde, sur fond d'encadrement des institutions financières internationales.

Une réflexion fondamentale est à mener sur le poids des pesanteurs du politique et de l'État en rupture avec les forces locales et diasporiques porteuses de dynamiques de transformation sociale. Des tensions sont par exemple perceptibles dans le domaine des coalitions des secteurs privé et public. Les entrepreneurs privés doivent composer avec les élites du parti-État qui tentent de tirer profit des investissements dans tous les secteurs de l'économie, impactant alors d'une façon nocive le développement du pays. Ces constats sont avérés dans la quasi-totalité des domaines socioéconomiques et notamment dans celui des investissements en lien avec les réformes de l'eau et de gestion urbaine (Nantchop, 2015). Ces situations expliquent en partie les collisions entre les marchés informel et formel, favorisant ainsi la montée des réseaux de l'État en constant redéploiement (Hibou, 1998).

La logique qui sous-tend ce cercle vicieux procède d'un faisceau large au-delà de la corruption. La prévarication et la monétarisation des relations sociales, y compris au sein des services publics atteignent des stades tels qu'il est permis de renouveler l'hypothèse de « l'État néopatrimonial » (Médard, 1992 ; 1981), de confirmer au Cameroun, aujourd'hui deux fois plus qu'hier, « la politique du ventre » (Bayart, 1989) et d'ouvrir un débat froid sur « l'un des systèmes de gouvernement parmi les plus opaques, les plus centralisés et les plus prosaïques de l'Afrique postcoloniale »². Il est permis de penser que cette situation participe en même temps du « sauve-qui-peut » et de la régulation des élites dont l'allégeance au régime constitue à leurs yeux une tentative de se protéger des affres de l'Épervier et/ou d'une alternance politique, par hypothèse. Un renouvellement du regard sur des questions telles que l'éducation, l'accès au logement, la santé, peut nous renseigner sur la situation camerounaise, entre paradoxes, continuités et orthodoxie conservatrice menée par la figure d'un chef qui contrôle la circulation des élites comme Poutine en Russie et contrôle la pérennité de son régime comme *Le Prince* de Machiavel.

Un indicateur atteste de la plongée du Cameroun dans des zones d'incertitudes sociales. Le Cameroun est un des 14 pays dans le monde dont les indicateurs de mortalité maternelle n'ont pas connu de progrès significatifs depuis 1990. Autrement dit, en atteignant le seuil symbolique de 1 000 décès de femmes à l'accouchement pour 100 000 naissances vivantes le Cameroun présente un indicateur de santé qui est celui des pays ayant connu de longues crises (Sierra Leone, RDC, Tchad) et se place en dessous de pays ayant moins de ressources humaines et matérielles que lui (Mali, Bénin, par exemple).

3. Réformer dans une ambiance de « fin de règne » : la gouvernance de la neutralisation

Comme la majorité des pays africains, l'État camerounais conduit des réformes post ajustement sous la houlette des institutions financières internationales (le FMI et la Banque mondiale). Cette co-construction de l'action publique s'effectue avec une kyrielle de partenaires : bilatéraux, privés, non-gouvernementaux et associatifs dans ce qu'il est convenu de nommer « la matrice de l'action publique en Afrique » (Eboko, 2015). Au-delà de la propagande sur le thème des « grandes réalisations », ces réformes révèlent un jeu qui énonce un équilibre paradoxal du champ politique au Cameroun, que nous appelons la gouvernance de la neutralisation. Il s'agit d'un jeu à somme nulle qui consiste à neutraliser toute velléité d'émergence d'une figure incarnant l'idée de « succession » au sein de la majorité présidentielle. Cette gouvernance suppose que les personnalités politiques aient accès aux ressources publiques en mettant en scène et en priorité leur allégeance au régime, au-delà des mandats, missions et responsabilités dont ils/elles ont la charge. En effet, porter une réforme expose les responsables à une double contrainte dans laquelle seul l'échec peut ne pas avoir de conséquence politique. Réussir une réforme qui a induit la gestion d'un portefeuille financier place les autorités qui en ont la charge dans la posture potentielle de la figure de la réussite qui constitue un danger politique.

² Achille Mbembe, « Au Cameroun, le crépuscule d'une dictature à huis clos », *Le Monde Afrique*, le 09 octobre 2017 : En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/10/09/au-cameroun-le-crepuscule-d-une-dictature-a-huis-clos_5198501_3212.html#HXw803hR2kVK6WT3.99

Dans ce cadre, il serait utile de documenter, à froid, comment sont construites et gérées politiquement des réformes ou des politiques publiques, des réussites et des échecs dont les conséquences consacrent une logique politique inédite. En effet, aucune des grandes catastrophes qui ont marqué la déliquescence de certains secteurs n'ont donné lieu à une sanction exemplaire venue des sommets de l'État ou de la justice. En revanche, le contraire est récurrent. Un ministre des finances limogé après avoir réussi la négociation avec le FMI en 1997 et suite à la conférence de presse qu'il a « osé » organiser pour rendre compte de ces négociations au grand public. Un ministre de la santé limogé puis incarcéré suite à la mise en œuvre avec les partenaires internationaux de la gratuité des médicaments contre le sida en 2007. La conjonction des choix politiques liés au contrôle de la circulation des élites et les délits de droit commun « autorisés » par la vacuité de ce que les économistes nomment « la qualité de la dépense » représente une des marques du système. Les exemples dans ce sens sont légion. Ils sont rares dans le sens inverse, où des scandales en tous genres concernant le système de santé, les transports, le système éducatif, les prisons, etc. se soldent par un retour au silence politique après l'annonce « d'enquêtes » dont les résultats sont rendus publics soit tardivement dans l'indifférence générale³.

Deux ordres de faits peuvent éclairer ce phénomène. La prudence du pouvoir renforce la dimension stationnaire d'un État que paralyse en partie une fin de règne sans cesse annoncée. Ensuite, la reconfiguration du jeu politique, aussi bien du côté des partis dits d'opposition que du rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) au pouvoir, constitue un élément important de la situation actuelle. L'imminence des élections présidentielles de 2018 a donné lieu depuis 2015 à un affrontement discret mais réel entre forces rivales à l'intérieur du parti-État. Depuis la fin d'année 2015 des « appels et contre-appels du peuple » régionalisés souvent portés par les élites du parti en faveur « du candidat naturel Paul Biya » se sont multipliés créant des tensions entre les big men du parti. Ces véritables concours de la voix la plus autorisée pour signer ou faire signer l'« appel », ou même du meilleur énoncé en soutien au candidat-président dessinent un échiquier de recompositions fractionnelles qui sans nul doute seront au centre de la transition. Dans l'opposition, le Social Democratic Front de Ni John Fru Ndi a explosé en plusieurs tendances, ce dernier, touché par le syndrome du « père fondateur » (Ela, 1990 ; Mbembé, 2001) ayant par ailleurs probablement perdu définitivement toute crédibilité au-delà de son fief régional. Des figures mi-anciennes ou mi-nouvelles font leur entrée dans la course à la prochaine présidentielle. Maurice Kamto, universitaire et ancien ministre de l'actuel régime, est en lice. Il en va de même, plus récemment de l'ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats du Cameroun et ex vice-président de Amnesty International, Maître Akere Muna, anglophone et fils de l'ancien vice-président du Cameroun fédéral (Solomon Tandeng Muna). Ces personnalités et des candidats plus jeunes tentent de refonder une opposition éclatée. Quelles réflexions suggèrent ces repositionnements à la veille de cette fin de cycle annoncée et sans cesse renouvelée de « l'ère Biya » ?

³ 21 octobre 2016, un accident ferroviaire fait une centaine de morts à Eséka (entre Yaoundé et Douala) et des centaines de blessés ; 12 mars 2017 : une femme de 31 ans ; enceinte de jumelles est éviscérée par sa belle-sœur qui tente de sauver les enfants suite au décès de la mère. La scène se passe aux portes de la maternité de l'Hôpital Laquintinie de Douala ; 5 mai 2007 : le vol 507 de la compagnie Kenya Airways disparaît des radars quelques minutes après son décollage de l'aéroport international de Douala. L'épave n'est retrouvée que 3 jours plus tard ; 114 morts. Les autorités kenyanes arrivent sur le lieu du drame avant les responsables camerounais. Le ministre camerounais des transports de l'époque argue pour sa défense et sans ciller qu'il était dans son village pour préparer les élections au titre du parti dominant.

Les domaines prioritaires mais non exhaustifs pour lesquels des contributions seraient nécessaires relèvent notamment des jeux politiques au sein des projets et réformes qui concernent des infrastructures portuaires (la construction et la place du port en eaux profondes de Kribi qui vise à suppléer le port autonome de Douala), la politique pénitentiaire et la justice, le système éducatif, le système de santé, etc.

Dans cette perspective, il s'agit également de mettre en exergue le rôle de la variable d'ajustement qu'est la France dans les partenaires des réformes que mène le Cameroun. Alors qu'intellectuels, journalistes et citoyens camerounais cultivent un discours musclé vis-à-vis de celle-ci, le Cameroun offrait aux entreprises françaises une place particulièrement privilégiée dans la gestion des grandes réformes. Pour autant, ce mécanisme tutélaire semble se dissoudre avec l'avènement de nouveaux partenariats. Quels sont les mécanismes et les faits qui expliquent ce paradoxe, si tant est qu'il soit réel ? La transformation de la dette de Yaoundé vis-à-vis de Paris a donné lieu au « Contrat Désendettement Développement » (le C2D) qui finance plusieurs secteurs. Quels sont les leviers par lesquels se reconfigurent la diplomatie française dans les relations internationales du Cameroun qui se sont largement diversifiées ?

Les propositions d'articles (1 page) sont à envoyer aux coordinateurs du dossier (fred.eboko@wanadoo.fr et pawondo2005@yahoo.fr) d'ici au **30 novembre 2017**.

Calendrier :

- 30 novembre 2017 : envoi des propositions aux coordinateurs
- 15 décembre 2017 : notification aux auteurs des propositions retenues
- 1^{er} mars 2018 : envoi des articles retenus au le comité de rédaction de la revue (50 000 signes, espaces et notes de bas de page compris)
- Juin 2018 : publication du numéro.

Références bibliographiques

- Abéga Séverin Cécile, « La presse et l'État, l'exemple des procès sur l'homosexualité au Cameroun », *Terroirs*, n° 1-2, 2007.
- Awondo Patrick, « médias, politique et homosexualité au Cameroun, retour sur la construction d'une controverse », *Politique africaine*, n°126, 2012, p. 69-85.
- Bigo Didier, « La mondialisation de l'insécurité ? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'insécurisation », *Culture & Conflits*, n°58, p. 53-101.
- Bayart Jean-François, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.
- Bayart Jean-François, « La société politique camerounaise », *Politique africaine*, 22, 1986, p.5-36.
- Bayart Jean-François, Geschiere Peter, Nyamnjoh Francis, « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », *Critique internationale* n° 10, 2001, p. 177-194.
- Courade George, Sindjoun Luc « Le Cameroun dans l'entre-deux », *Politique africaine*, 62, 1996, p. 3-14.
- Eboko Fred, « Les élites politiques au Cameroun. Le renouvellement sans renouveau ? », In Daloz J.-P., *Le (non-) renouvellement des élites en Afrique subsaharienne*, Bordeaux, CEAN, p. 99-133.

- Eboko Fred, *Repenser l'action publique en Afrique. Du sida à la globalisation des politiques publiques*, Paris, Karthala, 2015.
- Éboussi Boulaga Fabien, *La démocratie de transit au Cameroun*, Le Harmattan, Paris, 1997
- Foucault Michel, 2013, *La société punitive : cours au Collège de France, 1972-1973*, Paris, France, EHESS/Gallimard/Seuil.
- Fraser Nancy, *Qu'est-ce que la justice sociale ?* Paris, La Découverte, 2005
- Geschier Peter, *Sorcellerie et politique en Afrique. La viande des autres*, Paris, Karthala, 1995
- Hibou Béatrice, « Retrait ou redéploiement de l'État », *Critique Internationale* n°1, - automne 1998, p. 151-168.
- International Crisis Group, *Cameroun : la menace du radicalisme religieux*, Rapport Afrique, N° 229, 3 septembre 2015.
- *Cameroun : mieux vaut prévenir que guérir*, Briefing Afrique, N° 1°1, septembre 2014.
 - *Cameroun : les dangers d'un régime en pleine fracture*, Rapport Afrique, N° 161, 24 juin 2010.
 - *Cameroun : État fragile ?*, Rapport Afrique, N° 160, 25 mai 2010.
- Linhardt Dominique et Moreau De Bellaing Cédric, 2005, « Légitime violence ? Enquêtes sur la réalité de l'État démocratique », *Revue française de science politique*, 2005, Vol. 55, no 2, p. 269-298.
- Mehler Andreas, « Cameroun : une transition qui n'a pas eu lieu », in Jean-Pascal Daloz et Patrick Quantin, Eds, *Transitions démocratiques africaines*, Paris, Karthala, 1997, p. 95-138.
- Mbembé Achille, « Pouvoir des morts et langage des vivants. Les errances de la mémoire nationaliste au Cameroun », *Politique africaine*, 22, 1986, p. 37-73.
- Mbembé Achille, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000.
- Médard Jean-François, « L'État néo-patrimonial », in J.-F. Médard (dir.), *États d'Afrique*, Karthala, 1991.
- Médard Jean-François, « L'État sous-développé au Cameroun », *Année africaine*, 1977, Paris, Pedone, 1979, p. 35-84.
- Médard Jean-François, « L'État clientéliste transcendé ? », A livre ouvert, discussion autour de l'ouvrage de Jean-François Bayart, *L'État au Cameroun*, *Politique africaine*, n° 1, mars 1981 : 120-124.
- Nantchop Tenkap, « L'action publique urbaine à l'épreuve des réformes du service d'eau à Douala (Cameroun) », *Géocarrefour*, 90/1 | 2015, p. 61-71.
- Pigeaud Fanny, *Au Cameroun de Paul Biya*, Paris, Karthala, « Les terrains du siècle », 2011.
- Pomerolle Marie-Emmanuelle, « La démobilisation collective au Cameroun : entre régime postautoritaire et militantisme extraverti », *Critique internationale*, n° 40, 2008, p. 73-94.
- Roessler Philip, *Ethnic politics and state power in Africa. The logic of the coup-civil war trap*, Cambridge University Press, 2011.
- Sindjoun Luc, *L'État ailleurs. Entre noyau dur et case vide*, Paris, Economica, 2002.